



Le Roi du chaos. « Si Hillary Clinton était la reine du chaos, le roi ne peut être qu'Obama »

Par [Edward S. Herman](#)

Mondialisation.ca, 18 mars 2016

[Z Magazine and Information Clearing House](#)

28 février 2016

Région : [États-Unis](#)

Thème: [11-Septembre et terrorisme](#),

[Guerre USA OTAN](#)

Diana Johnstone a récemment publié un excellent bouquin sur Hillary Clinton : « La reine du chaos » (paru en français aux Éditions Delga, Paris, 2016). Elle justifie le choix du titre par une analyse critique particulièrement convaincante des exploits d'Hillary Clinton au poste de Secrétaire d'État, parmi d'autres actions et opinions plus ahurissantes encore. Mais Mme Clinton servait sous la présidence d'Obama et les politiques qu'elle défendait avaient nécessairement l'aval de son supérieur, qui travaillait avec elle en « véritable partenariat » (Mark Landler et Helene Cooper, "From Bitter Campaign to Strong Alliance," *New York Times*, 19 mars 2010). Après le départ de Mme Clinton, Obama allait continuer sur la même ligne avec son successeur, John Kerry, sur un mode largement similaire et pas précisément pacifique. On notera en particulier leur escalade des hostilités de 2014 contre la Russie, avec le coup d'État de Kiev, leur explosion de rage contre l'annexion de la Crimée qui y répondait, leur participation au conflit dans l'est de l'Ukraine, et l'imposition par les USA d'un régime de sanctions internationales à la Russie pour sa prétendue « agression ». On notera aussi les tensions récurrentes au sujet de la Syrie, avec le soutien des USA et de leurs États clients aux efforts des rebelles et autres djihadistes pour renverser le gouvernement d'Assad, soutenu pour sa part par la Russie, l'Iran et le Hezbollah. Enfin, le recours de plus en plus systématique d'Obama à la guerre des drones, revendiquant en l'occurrence son droit et son intention de bombarder toute menace potentielle à la « sécurité nationale » US, où que ce soit dans le monde.

De fait, si Hillary Clinton s'est effectivement imposée comme la Reine du chaos, le roi ne peut être qu'Obama. Si l'Irak, la Libye et la Syrie se sont retrouvés réduits à un chaos intégral, Obama en est en grande part responsable, même si la descente en vrille de l'Irak est initialement imputable au régime de Bush et Cheney. La crise syrienne n'a fait que s'intensifier, même si le substantiel soutien aérien de la Russie a finalement renversé le rapport de forces en faveur d'Assad et menace désormais de faire capoter le projet américano-turco-saoudien de changement de régime. La situation n'en reste pas moins dangereuse, avec une Turquie prête à surenchérir et un tandem Obama-Kerry incapable de jeter l'éponge (cf. Patrick Cockburn, "Syrian Civil War: Could Turkey be Gambling on an Invasion?" *Independent*, 30 janvier 2016). Dans le même temps, le Yémen lui aussi basculait en enfer, et bien que l'Arabie Saoudite soit ici la première responsable, l'administration Obama n'en aura pas moins apporté à son agression la majeure partie de son armement et toute sa protection diplomatique, s'impliquant même directement plusieurs années durant dans le bombardement par drone du Yémen. Enfin, l'Égypte, le Maroc, la Tunisie et le conflit israélo-palestinien n'étaient pas de reste en matière de chaos, à l'instar de divers régimes

sub-sahariens (Mali, Soudan, Ethiopie, Burundi, etc.). On pourra d'ailleurs créditer le leadership de la superpuissance dont l'influence est de longue date prédominante dans la région d'une bonne part du chaos croissant au Proche-Orient, à l'origine de la majeure partie de la vague monumentale de réfugiés qui s'est déversée sur l'Europe et le reste du monde, ainsi que de la vague de terrorisme « au détail » qui l'a accompagnée. [ndt : terrorisme « au détail », au sens où les « grossistes » en la matière sont les promoteurs du « terrorisme d'État » ou terrorisme de masse]

En général, on prétend que ce chaos n'est que le reflet du consternant échec de la politique US, ce qui est pour le moins discutable. Trois États notoirement indépendants [de la sphère d'influence US] – l'Irak, la Libye et la Syrie – et considérés comme ennemis par Israël et de nombreux pontes et responsables politiques US, se sont retrouvés intégralement détruits l'un après l'autre et sont maintenant en cours de balkanisation. L'un d'entre eux, la Libye, était dirigé par le chef d'État le plus ouvertement engagé à libérer l'Afrique de la domination occidentale, Mouammar Kadhafi. Élu à la présidence de l'Union Africaine en 2009, il allait être renversé et assassiné à peine deux ans plus tard. Son élimination ouvrait clairement la porte à une implantation instantanée de l'Africom (*United States African Command*, [qui supervise et commande les opérations militaires US dans les pays du Maghreb et d'Afrique noire]) et aux « partenariats » américano-africains pour « combattre » le terrorisme – c'est-à-dire à un revers phénoménal pour le développement et l'indépendance des pays d'Afrique (Cf. Maximilian Forte, *Slouching Toward Sirte*, Baraka Books, 2012). En réalité, le chaos en Ukraine et au Proche-Orient aura été une véritable aubaine pour les bénéficiaires US du système de guerre permanente, qui ramassent les contrats à la pelle et dont la carrière et l'avancement sont plutôt au beau fixe. Pour eux, le Roi du chaos a plutôt fait un excellent boulot et ses politiques sont incontestablement couronnées de succès.

Il n'y a pas eu non plus trop de tapage ni de débat public concernant la nouvelle et non négligeable contribution du Président Obama à la course aux armements nucléaires et à la menace croissante de guerre nucléaire. En avril 2009, M Obama prétendait « s'engager à défendre la paix et la sécurité d'un monde débarrassé des armes nucléaires » (« Remarques de Prague », 5 avril 2009) ; et sur une édition de la *Nuclear Posture Review*, le 6 avril 2010, il déclarait que les États-Unis « ne développeraient plus de nouvelles têtes nucléaires et cesseraient de rechercher de nouvelles missions militaires ou de nouvelles capacités pour les armes nucléaires ». Il n'a cependant pas perdu une minute avant de violer ces engagements pour se lancer dans un programme de « modernisation » comprenant notamment tout une gamme d'armes nucléaires, aptes à rendre leur utilisation plus envisageable (plus petites, plus pratiques, moins létales, etc.). Ainsi, aux dires du *New York Times* :

« La *B61 Model 12*, dont un tir d'essai a été effectué dans le Nevada l'année dernière, est le premier des cinq nouveaux types de têtes nucléaires envisagés dans le cadre d'un programme de revitalisation nucléaire dont le coût est estimé à mille milliards de dollars pour les trois décennies à venir. Comme une petite famille, ces armements et leurs lanceurs respectifs évoluent ensemble vers quelque chose de plutôt petit, furtif et précis. On entrevoit déjà les signes précurseurs d'une nouvelle course aux armements. La Russie a dénoncé les essais de la B61 comme 'irresponsables' et 'ouvertement provocateurs'. La Chine, elle, se dit particulièrement préoccupée par ces projets de missiles de croisière à tête nucléaire » (William Broad and David Sanger, "*As US Modernizes Nuclear Weapons, 'Smaller' Leaves Some Uneasy*," NYT, 11 janvier 2016).

Le *Times* cite alors nombre d'analystes US qui considèrent aussi cette initiative comme

dangereuse, « hors de prix et inutile » (Andrew C. Weber, ancien directeur du *Nuclear Weapons Council*). Mais le projet de modernisation en lui-même n'aura cependant guère soulevé de commentaires ou de tollé général. Il serait même probablement jugé bien trop modeste par n'importe lequel des principaux candidats républicains aux prochaines élections. (Pour davantage de commentaires sur cette nouvelle menace nucléaire, voir : Lawrence Wittner, "*The Frightening Prospect of a Nuclear War Is About to Become a Lot More Likely*," *History News Network*, janvier 2016; Jonathan Marshall, "*Learning to Love - and Use - the Bomb*," *Consortiumnews*, 23 janvier 2016).

Mais qu'est-ce qui peut bien pousser Obama à un comportement aussi antisocial et à s'obstiner à générer des menaces contre la sécurité nationale ou à gaspiller des sommes astronomiques, dont la société civile aurait un besoin urgent ? (Jonathan Marshall note ironiquement que « le secteur public aux États-Unis est manifestement trop serré financièrement pour garantir ne fut-ce que de l'eau potable à certains de ses administrés » [allusion au scandale de Flint, Midwest, USA]). Manifestement, Obama est un président faible qui opère dans une mouvance politique et un environnement politique où même un président fort aurait du mal à s'imposer. Le complexe militaro-industriel est bien plus puissant aujourd'hui qu'il ne l'était en 1961, lorsqu'Eisenhower mettait en garde - dans son discours d'adieu - contre « l'influence injustifiée » qu'il avait acquise, et contre la menace qu'il représentait contre le bien-être national. Le flot continu des guerres l'a rendu plus redoutable que jamais, et le lobby pro-israélien, non moins que la soumission des médias, n'ont cessé de renforcer le système de guerre permanente. L'oligarchie industrielle n'aurait jamais pu rêver mieux (Cf. Jeffrey A. Winters. *Oligarchy*, Cambridge University Press, 2011).

Il est intéressant de constater que, même Bernie Sanders [candidat démocrate aux présidentielles US, néanmoins opposé à Hilary Clinton] se dispense de remettre en cause le système de guerre permanente, dont l'impact sociologique et les exigences voraces entravent pourtant plus que jamais les réformes internes. Il y a plus de cent ans, Thorstein Veblen décrivait le fait de faire la guerre comme ayant une valeur « incontestablement » régressive : « ça donne à la population un état d'esprit conservateur », et en période de guerre « les droits civils tombent en désuétude ; et plus il y a de guerre et d'armement, plus ils tombent en désuétude ». « En même temps, la guerre oriente la sensibilité du peuple vers d'autres, préoccupations plus nobles, institutionnellement moins incertaines que l'inégale distribution des richesses ou du confort personnel » (Charles Scribner, *The Theory of Business Enterprise*, 1904).

Dans un système de guerre permanente, la sélection des responsables politiques et les exigences des principales institutions dominant les sphères politiques, en matière de budget ou de directives politiques, la conduite des guerres et la nécessité de subvenir aux besoins du Pentagone entre autres institutions de la sécurité nationale, deviennent les premières des priorités pour les plus hauts responsables de l'État et du gouvernement. Tous se doivent d'être constamment sur le pied de guerre et d'être prêts à y aller immédiatement, souvent en violation du droit international voire de leur propre droit national. La subversion est planétaire et de longue date (pour une documentation massive et implacable, voir : *Inside the Company* de Philip Agee ou, *Killing Hope* de William Blum). L'agression du Nicaragua par Reagan, celle de la Yougoslavie et de l'Irak par Clinton, celle du Panama puis de l'Irak par Bush I, les guerres d'Afghanistan et d'Irak de Bush II et sa « guerre (de propagande) contre le terrorisme », ou les guerres d'Obama contre la Libye, l'Afghanistan, l'Irak parmi bien d'autres, témoignent d'un continuum exponentiel impressionnant.

Certes, les politiques d'Obama envers Cuba ou l'Iran s'écartent tant soit peu de ses

pratiques habituelles de projection de puissance par la force des armes. Concernant Cuba, le déni de reconnaissance de la réalité cubaine était de toute façon passé de mode et un nombre croissant d'hommes d'affaires, d'industriels et autres représentants officiels, tenaient en outre ce déni et le régime de sanctions comme une relique du passé, obsolète, voire compromettante. Manifestement, la nouvelle politique accréditait l'option d'une « promotion de la démocratie » comme un courant plus porteur pour induire des changements à Cuba. Pour autant, force est de constater que jusqu'ici, ce basculement politique n'a toujours pas abouti à une levée réelle des sanctions économiques, alors que depuis des années les votes de l'Assemblée des Nations Unies contre ces sanctions ont toujours été de l'ordre de 191 voix contre 2 (vote de 2015). Un facteur plus immédiat dans ce changement de politique pourrait surtout être le fait que plusieurs pays d'Amérique Latine menaçaient de boycotter le sommet OAS 2015 si Cuba n'y était pas admise. Comme le souligne Jane Franklin, « Obama devait faire un choix. Il pouvait refuser de s'y joindre et finir *de facto* totalement isolé, ou il pouvait se joindre aux autres pays pour y accueillir Cuba et se poser en chef d'État » (Jane Franklin, *Cuba and the US Empire: A Chronological History*, Monthly Review Press, April 2016). Obama préférait simplement se poser en Chef d'État.

Concernant l'Iran, le matraquage sur le nouvel accord (le *Joint Comprehensive Plan of Action* signé à Vienne le 14 juillet 2015) s'inscrivait dans un contexte où l'Iran avait depuis des lustres le rôle du criminel qu'on doit absolument empêcher de nuire. Depuis des décennies la diabolisation de l'Iran et les pressions diplomatiques étaient supposées contraindre les autorités iraniennes à renoncer à leur programme nucléaire, dont on affirmait, sans la moindre preuve, qu'il visait la production d'armes nucléaires. Parfaite démonstration de ce qu'est réellement l'hégémonie américaine : l'Iran avait été au départ encouragé à développer un programme nucléaire à l'époque où le Shah d'Iran - dictateur imposé par les USA - dirigeait le pays, mais avait fait l'objet d'attaques permanentes à la moindre tentative de relancer ce programme, sitôt le Shah remplacé par un régime n'ayant pas la faveur de Washington. Et tout cela avec la constante coopération de l'ONU et de la « communauté internationale ».

Israël est le principal rival de l'Iran dans la région. Après avoir poussé, non sans succès, les USA à détruire successivement l'Irak et la Libye, Israël s'est montré extrêmement impatient de les voir infliger le même sort à l'Iran. Les dirigeants israéliens ont levé toutes les barrières possibles pour permettre à une vaste coalition de pontes, d'intellectuels et de politiciens US, de groupes de pression et de lobbies, de peser en faveur d'une campagne militaire US contre l'Iran (Cf. James Petras, "The Centerpiece of US Foreign Policy Struggle," *Dissident Voice*, 12 août 2015). Les tensions entre les USA et l'Iran sont restées extrêmement vives pendant des années, avec une guerre économique par sanctions interposées. Mais pour l'administration Obama, déjà engagée dans de nombreux conflits en même temps, avec des tensions déjà dans le rouge avec la Russie au sujet de l'Ukraine et de la Syrie, mieux valait négocier avec l'Iran que de chercher à se battre. Finalement signés à un moment où l'Iran réclamait des inspections encore plus approfondies et levait le pied sur son programme nucléaire, les accords libèrent l'Iran de menaces et de sanctions très onéreuses. Rarissime exemple de pacifisme et probablement l'instant le plus irréprochable de tout le règne d'Obama ! L'Iran n'en est pas moins toujours tenu pour une menace à surveiller de près. Mais on observe comme un ralentissement dans le glissement vers une nouvelle guerre encore un cran au-dessus, qui permet à l'administration Obama de se reconcentrer sur la destruction de l'Irak et de la Syrie et de rester ouvert à toute nouvelle menace contre la sécurité nationale US.

Texte original en anglais :



[King of Chaos. "If Clinton was Queen of Chaos, Obama is surely King"](#)

Traduit de l'anglais par Dominique Arias.

Edward S. Herman est professeur émérite de finance à la Wharton School, université de Pennsylvanie. Économiste et analyste des médias de renommée internationale, il est l'auteur de nombreux ouvrages dont : *Corporate Control, Corporate Power* (1981), *Demonstration Elections* (1984, avec Frank Brodhead), *The Real Terror Network* (1982), *Triumph of the Market* (1995), *The Global Media* (1997, avec Robert McChesney), *The Myth of The Liberal Media: an Edward Herman Reader* (1999) et *Degraded Capability: The Media and the Kosovo Crisis* (2000), [Génocide et Propagande](#) (2012) . Son ouvrage le plus connu, *Manufacturing Consent* (avec Noam Chomsky), paru en 1988, a été réédité 2002 aux USA puis en 2008 au Royaume-Uni.

La source originale de cet article est [Z Magazine and Information Clearing House](#)
Copyright © [Edward S. Herman](#), [Z Magazine and Information Clearing House](#), 2016

Articles Par : [Edward S. Herman](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca